

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2019



ECPM
ensemble contre
la peine de mort
together against
the death penalty

SOMMAIRE

ÉDITO	3
Ensemble on est plus fort!	3
ECPM dans le monde	3
BILAN	4
Principales actions d'ECPM sur le terrain en 2019	4
Une action en accord avec les Objectifs de développement durable (ODD)	5
FÉDÉRER	7
Bilan du 7 ^e Congrès mondial contre la peine de mort	7
En route vers le 8 ^e Congrès mondial	9
Les réseaux que nous soutenons	9
RENFORCER	10
Afrique du Nord et Moyen-Orient	10
Afrique centrale	11
Asie du Sud-Est	12
PLAIDOYER	13
Encourager les États à augmenter leurs engagements dans le cadre des instances internationales et régionales	13
Missions d'enquête dans les couloirs de la mort	14
Un guide pratique pour les INDH	14
Agir pour plus de transparence en Iran	14
La Campagne sur les djihadistes français en Irak	15
La Campagne la peine de mort est homophobe	15
Répondre à l'urgence d'une condamnation à mort et soutenir les défenseurs de l'abolition	16
ÉDIFIER	17
Éduquer les citoyens aux droits de l'homme et à l'abolition de la peine de mort	17
Venez militer avec nous	19
COMMUNICATION	20
La promotion d'ECPM et de ses actions	20
La communication au service du plaidoyer	21
La présence sur le Web	22
L'ASSOCIATION	23
Une association au service de l'abolition et des droits de l'homme	23
Asseoir l'organisation, le fonctionnement et la gestion de l'association	24
PARTENAIRES	27



Contact financements: **Ariane Grésillon**
E-mail: agresillon@ecpm.org

Directeur: **Raphaël Chenuil-Hazan**
E-mail: rchenuil@ecpm.org



62 bis, avenue Parmentier
75011 Paris – France

Tél.: +33 1 57 63 03 57
Fax: +33 1 80 87 70 46
Email: ecpm@ecpm.org

www.ecpm.org
@AssoECPM
#AbolitionNow
© ECPM2019

Photos: © Adèle Martignon (p. 10, 23, 24)
© Christophe Meireis (p. 1, 2, 7, 8 (haut), 26)
© Alain Morvan (p. 20)

ENSEMBLE ON EST PLUS FORT !



L'année 2019 a été menée sous le signe du Congrès mondial. C'est dans ces moments que la valeur fédératrice, fondatrice de l'association, prend tout son sens!

ECPM a tenu son rang d'organisation abolitionniste centrale, reconnue par tous les acteurs, en premier lieu les décideurs de ce monde. C'est notre ambition et le challenge réussi à Bruxelles: être au cœur des initiatives politiques, associatives ou culturelles pour façonner l'abolition de demain. Avec près de 1500 participants, une trentaine de ministres, de nombreux parlementaires, avocats, magistrats, ONG, journalistes et militants, ECPM a gagné son pari. Pour la première fois onze experts indépendants des Nations unies ont joint leurs signatures en faveur de l'abolition rappelant son caractère universel. ECPM

reste et demeure la courroie de transmission du mouvement abolitionniste mondial aussi parce qu'elle porte des initiatives singulières: pour la première fois, aussi, nous avons fait le lien entre le monde de l'entreprise et les acteurs abolitionnistes pendant le Congrès!

En s'appuyant sur l'opportunité unique de dialogue offert par les Congrès mondiaux et régionaux, ECPM a largement soutenu le Tchad sur le chemin de l'abolition! En presque une année, avec plusieurs missions à N'Djamena et un dialogue ininterrompu, ECPM a accompagné le Tchad jusqu'aux portes de l'abolition: de fait, celle-ci vient récemment d'être votée par la promulgation d'une nouvelle loi antiterroriste sans peine de mort, dernier jalon d'une abolition définitive. ECPM est ici dans son rôle premier: permettre que l'abolition soit. Une victoire dont nous ne sommes pas peu fiers!

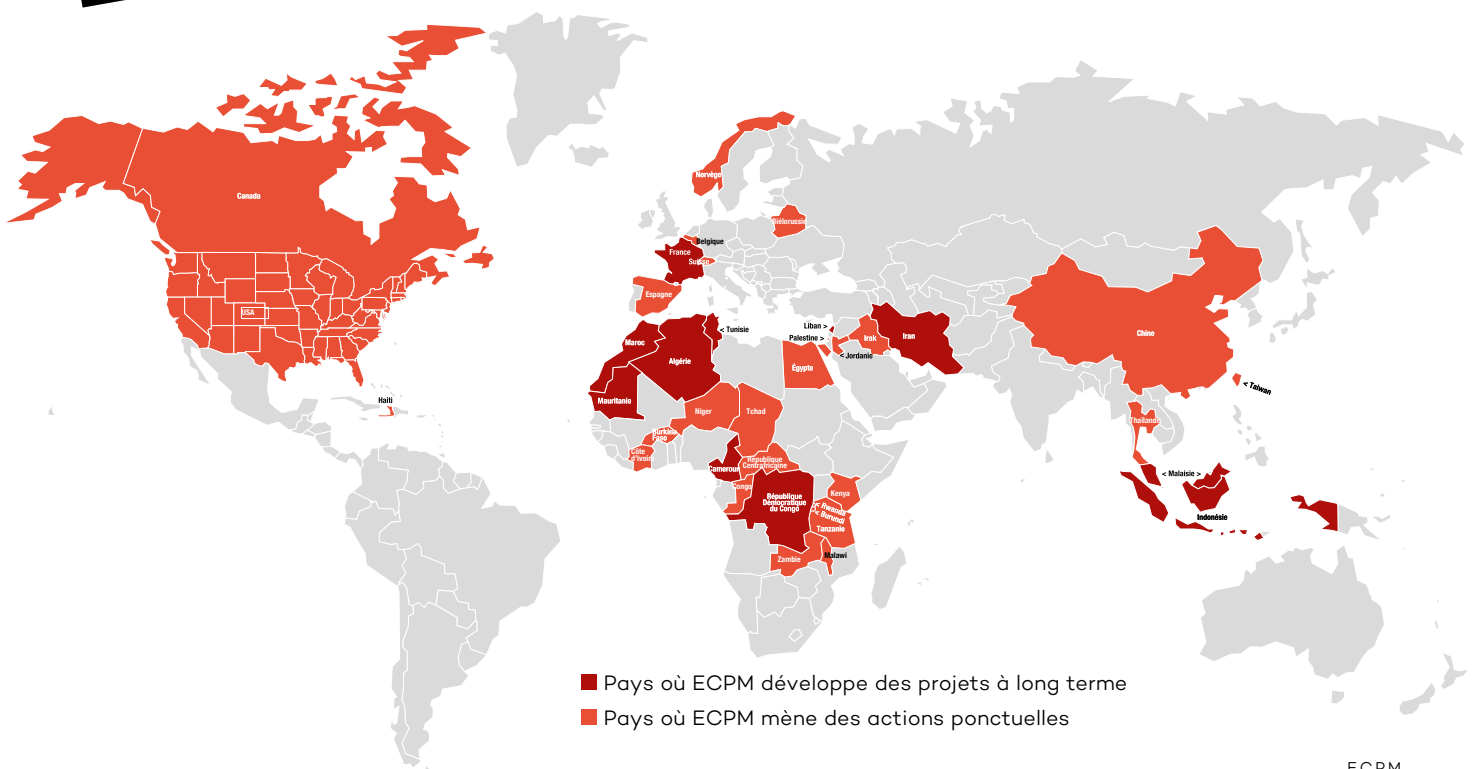
Notre rôle passe parfois par un nécessaire devoir de vigilance et de rappel aux principes qui fondent notre combat. Notre campagne sur les condamnés à mort français en Irak est en cela révélatrice. Savoir être là où les autres ne sont pas! Pouvoir rappeler que les valeurs universelles de l'abolition ne sont pas antinomiques avec des soucis sécuritaires et sociétaux.

Enfin, jamais nous n'avons autant appliqué notre devoir d'information et de transparence. Depuis un an, ECPM a publié six missions d'enquête dans les couloirs de la mort, traduites en plusieurs langues (anglais, arabe, bahasa indonésien...), afin de permettre que les constats édifiants faits puissent être partagés partout où cela peut avoir un impact.

L'année 2020 débutée sous le signe d'une crise sanitaire mondiale peut également nous faire repenser notre lien aux droits de l'homme et à l'enfermement, en miroir du confinement ultime qu'est le couloir de la mort.

Raphaël Chenuil-Hazan, directeur général d'ECPM

ECPM DANS LE MONDE



PRINCIPALES ACTIONS D'ECPM SUR LE TERRAIN EN 2019

Janvier

MAROC —● Assemblée générale de la Coalition marocaine contre la peine de mort

Février

BELGIQUE —● 7^e Congrès mondial contre la peine de mort

TCHAD —● Mission de plaidoyer de haut niveau à N'Djamena dans le cadre de l'atelier sur le projet de réforme abolitionniste

IRAN —● Lancement du rapport annuel sur la peine de mort en Iran lors d'une conférence de presse et d'un panel

SUISSE (ONU) —● Déclaration lors du panel biennal de haut niveau sur la question de la peine de mort

Mars

SUISSE (ONU) —● Participation au Conseil des droits de l'homme

Avril

ÉGYPTE —● Intervention orale sur la peine de mort au Maghreb lors de la 64^e session de la CADHP

FRANCE —● Participation au Printemps des Assocés

MAROC —● Table ronde régionale parlementaire à Rabat

ARABIE SAOUDITE —● Mobilisation internationale sur l'Arabie saoudite: tribune d'ECPM dans *Le Monde*

Mai

MAURITANIE —● Mission de plaidoyer sur l'affaire Mohamed M'Kheïtir et pour la sortie de la mission d'enquête sur les condamnés à mort

INTERNATIONAL —● Lancement du film du 7^e Congrès mondial

Juin

CAMEROUN —● Lancement de la mission d'enquête dans les couloirs de mort, organisation d'une conférence nationale et première réunion du Réseau des parlementaires camerounais contre la peine de mort

FRANCE —● Participation à la Marche des fiertés de Paris et remise des prix au barreau de Paris de la 4^e édition du concours international « Dessine-moi l'abolition »

MAURITANIE —● Publication de la mission d'enquête sur les condamnés à mort en Mauritanie

Juillet

FRANCE —● Conférence de presse en partenariat avec le Collectif familles unies sur les citoyens français condamnés à mort en Irak

MAROC —● Mission de plaidoyer de haut-niveau et visites de prisons

SUISSE (ONU) —● Participation à l'examen de la Mauritanie par le Comité des droits de l'homme

Septembre

FRANCE —● Participation à la Fête de l'Humanité

SUISSE (ONU) —● *Side events* sur la peine de mort en Iran et lancement des Actes du 7^e Congrès mondial

TUNISIE —● Plaidoyer en amont des élections présidentielles et législatives mené par la Coalition tunisienne contre la peine de mort

Octobre

CAMEROUN, FRANCE, INDONÉSIE, MAROC, RDC, TUNISIE —● Actions diverses dans le cadre de la Journée mondiale contre la peine de mort

ÉTATS-UNIS (ONU) —● *Side event* sur l'assistance consulaire pour les ressortissants étrangers condamnés à mort

FRANCE —● Cycle d'interventions scolaires et lancement du concours de BD contre la peine de mort

GAMBIE —● Présentation des Actes du 7^e Congrès mondial lors de la 65^e session ordinaire de la CADHP

Novembre

INDONÉSIE —● Mission de plaidoyer auprès des parlementaires et visite à Serge Atlaoui

MALAISIE —● Conférence nationale, atelier avec les jeunes et réunion parlementaire

Décembre

MAROC, TUNISIE —● Cycles d'interventions scolaires

MAURITANIE —● Mission de plaidoyer et co-animation d'une formation en plaidoyer

RDC —● Lancement de la mission d'enquête dans les couloirs de la mort et du guide pratique pour les INDH suivi d'un atelier pour les membres de l'INDH de RDC

TUNISIE —● Conférence nationale, lancement du Réseau maghrébin contre la peine de mort et réunion du Réseau international d'éducation à l'abolition

UNE ACTION EN ACCORD AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)



L'action éducative d'ECPM s'inscrit dans le cadre de l'**Objectif 4: Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie**, et notamment:

Objectif 4.7: D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur [...] des droits de l'homme, [...] de la promotion d'une culture de paix et de non-violence [...].

Par une approche inclusive et participative, ECPM encourage une éducation de qualité en faveur de l'abolition de la peine de mort, qui appartient aux valeurs universelles des droits de l'homme, afin que les jeunes deviennent acteurs de leur citoyenneté. ECPM organise, par exemple, tous les deux ans, le **concours international « Dessine-moi l'abolition »** qui a rassemblé des jeunes de quatorze pays en 2018. ECPM a également participé à la création du **Réseau international d'éducation à l'abolition**. De plus, ECPM **soutient diverses organisations nationales et régionales**, notamment par la réalisation d'événements pour les jeunes, afin de favoriser les échanges et pour leur permettre de faire entendre leur voix.



La peine de mort étant une peine discriminatoire tant sur le plan économique que social, les activités d'ECPM en faveur de l'abolition participent à la réalisation de l'**Objectif 10: Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre**, particulièrement:

Objectif 10.3: Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en promouvant l'adoption de lois, politiques et mesures adéquates en la matière.

Objectif 10.4: Adopter des politiques, notamment sur les plans budgétaire et salarial, et dans le domaine de la protection sociale, et parvenir progressivement à une plus grande égalité.

Les personnes défavorisées, pauvres et marginalisées constituent la majorité de la population carcérale dans de nombreux États. Par exemple, en 2017, 74 % des prisonniers en Inde se trouvaient dans une situation économique instable. Les condamnés à mort ne sont pas en reste. Ce sont les oubliés des oubliés, personne ne s'intéresse à leur situation et personne ne porte leur voix. ECPM met en lumière leurs conditions de détention, de procès, de vie... ainsi que les impacts qu'une condamnation à mort peut avoir sur une famille. ECPM publie, par exemple, des **rapports sur la situation de la peine de mort dans différents États**, apporte son **soutien à certains condamnés à mort emblématiques** et donne l'occasion aux **victimes de la peine de mort de raconter leur expérience**.



Chaque action d'ECPM en faveur de l'abolition universelle de la peine de mort relève de l'**Objectif 16**: **Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins de développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous, notamment**:

Objectif 16.2: Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants.

Objectif 16.3: Promouvoir l'État de droit aux niveaux national et international, et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité.

La lutte abolitionniste vise à défendre le droit de l'homme le plus primordial: le droit à la vie. Elle soutient ainsi tous les droits fondamentaux qui devraient être garantis à chacun. Seule la réalisation effective et équitable de l'ensemble des droits de l'homme peut assurer la paix et la justice. Toutes les actions d'ECPM sont orientées vers cet objectif, que ce soit en proposant des **rapports alternatifs lors des examens périodiques universels (EPU)** de certains pays, **en plaidant pour un vote en faveur de la résolution de l'Assemblée générale pour un moratoire sur l'application de la peine de mort ou en soutenant des institutions nationales et régionales (INDH, parlementaires, organisations régionales, etc.)**.



L'action inclusive et fédératrice d'ECPM à l'égard de tous les acteurs abolitionnistes (politiques, société civile, INDH, médias, acteurs économiques ou de l'éducation) s'inscrit dans le cadre de l'**Objectif 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs**.

ECPM cherche à favoriser des partenariats efficaces par la création de **coalitions, de réseaux nationaux ou régionaux et le développement de leurs capacités**. ECPM organise par exemple des **congrès régionaux et mondiaux** pour **fédérer** différents types d'acteurs, leur permettre de se **rencontrer** et proposer des **formations** sur des thèmes spécifiques liés à la peine de mort (lutte contre le terrorisme, lutte contre la drogue, maladies mentales, médias, migrants et minorités, etc.).



Inside & Out, soirée de témoignages lors du 7^e Congrès mondial contre la peine de mort. Antoinette Chahine (ancienne condamnée à mort au Liban, à droite) et Marie Pellenc (militante pour les droits de l'homme et correspondante d'Antoinette Chahine, à gauche).

Le positionnement d'ECPM sur la scène internationale et sa mission fondatrice – fédérer les acteurs abolitionnistes pour gagner en efficacité – lui garantissent une véritable plus-value pour coordonner des initiatives collectives en faveur de l'abolition. Fédérateur de la société civile au sein des Congrès mondiaux et de coalitions contre la peine de mort, ECPM est aujourd'hui un partenaire privilégié des États et des acteurs abolitionnistes pour porter un plaidoyer conjoint contre la peine capitale.

BILAN DU 7^E CONGRÈS MONDIAL CONTRE LA PEINE DE MORT

L'année 2019 a vu la tenue du très attendu 7^e Congrès mondial contre la peine de mort, organisé du 26 février au 1^{er} mars à Bruxelles, sous le parrainage de la Belgique, de l'Union européenne, du Parlement européen, de la Suisse, de la Norvège et en partenariat avec la Coalition mondiale contre la peine de mort. Au cours de quatre jours de débats, nous étions quelque **1500** militants, femmes et hommes politiques, diplomates, parlementaires, avocats, chercheurs et étudiants des cinq continents, déployés dans six prestigieux lieux bruxellois, dont le Parlement européen, le Palais d'Egmont et le Palais Bozar.

Le programme académique était composé de tables rondes, d'ateliers, de séances de formations et de deux plénières. La première se voulait innovante ciblant le **secteur privé** en accord avec l'objectif de favoriser une collaboration durable avec de nouveaux alliés issus notamment du milieu des entreprises; la seconde dédiée à l'**Afrique subsaharienne** s'inscrivait dans le prolongement du Congrès régional d'Abidjan (avril 2018) en vue de définir et d'appuyer les nouvelles stratégies à mettre en place dans la région. En complément de ce programme varié, deux segments de haut niveau ont eu lieu: la **cérémonie officielle d'ouverture**, tenue dans l'**hémicycle du Parlement européen** en présence de 25 ministres ou anciens chefs d'État de pays rétentionnistes et abolitionnistes et consacrée aux prochaines avancées politiques vers l'abolition; et la **cérémonie solennelle de clôture**, tenue au **Palais Bozar**, mettant à l'honneur les initiatives développées au cours du Congrès et les synergies entre les différentes sphères de métier au sein du mouvement. En marge de l'événement, **onze experts indépendants des Nations unies** ont souhaité apporter leur pierre à l'édifice en signant une déclaration conjointe. Cette initiative inédite est venue rallier la démarche des autres parties prenantes du Congrès tels les institutions nationales des droits de l'homme (INDH), les parlementaires, les avocats et la société civile.



Marche mondiale pour l'abolition pour clôturer le 7^e Congrès mondial contre la peine de mort

l'abolition a gagné les rues du centre historique de Bruxelles en scandant *Abolition now!* La communauté abolitionniste mondiale a ainsi pu clôturer l'événement hors les murs aux côtés de la population bruxelloise.

UNE REPRÉSENTATION POLITIQUE DE HAUT NIVEAU

Parmi les 350 représentants politiques présents, dont 25 ministres ou anciens chefs d'État, plus de la moitié étaient issus de pays cibles non abolitionnistes du Congrès. Sept d'entre eux ont pris la parole à la cérémonie d'ouverture, marquant ainsi leur position favorable au dialogue en vue de l'abolition. Ce fut l'occasion d'annoncer des engagements positifs notamment pour les représentants de haut niveau du Maroc, de RDC, de la Gambie, de la Guinée, du Burkina Faso et du Sri Lanka.

DES CONGRESSISTES REBOOSTÉS

Au lendemain du Congrès, ECPM a diffusé un questionnaire de satisfaction. Il ressort des réponses que, dans l'attente du prochain Congrès mondial, les participants sont repartis mieux équipés, formés et reboostés pour poursuivre leur engagement. Ils sont disposés notamment à : **créer ou rejoindre des coalitions ou réseaux**; faire progresser le **plaidoyer politique** en faveur de l'abolition; entreprendre des **actions d'éducation et de sensibilisation** dans leur pays et développer des **nouveaux partenariats**.

Un rôle de premier plan dans le processus abolitionniste au Tchad

À l'invitation du ministre de la Justice du Tchad, le directeur d'ECPM est intervenu lors de l'atelier sur le projet de réforme de la loi anti-terroriste, seul texte juridique retenant la peine de mort dans le pays. Tenu en février 2019, cet atelier nous a permis de plaider pour l'abolition auprès de nombreux acteurs clés, notamment du Président de la République lui-même lors d'une audience spéciale accordée à ECPM. Cette collaboration s'inscrit dans la continuité du dialogue entamé entre ECPM et les autorités tchadiennes en vue du Congrès de Bruxelles, ayant culminé en 2020 dans le vote à l'unanimité de l'abolition par l'Assemblée nationale du Tchad!



De gauche à droite: Djimet Arabi, ministre de la Justice, Raphaël Chenuil-Hazan, directeur général d'ECPM et le président Idriss Déby.

EN ROUTE VERS LE 8^E CONGRÈS MONDIAL

La campagne autour du 7^e Congrès mondial a vu son aboutissement en 2019, avec la tenue du Congrès de Bruxelles, précédé du Congrès régional d'Abidjan en 2018.

S'ouvre aujourd'hui le cycle suivant, avec le prochain Congrès régional prévu en 2021, suivi du 8^e Congrès mondial en 2022. ECPM est en cours de prospection des partenaires et pays hôtes de ces deux événements aujourd'hui incontournables pour le calendrier abolitionniste. Les pistes recueillies convergent vers un Congrès régional au Moyen-Orient, région qui recense le plus grand nombre d'exécutions (mise à part la Chine) mais fait l'objet de peu d'études et d'initiatives.

Le Congrès mondial, quant à lui, pourrait être organisé pour la première fois dans une zone non abolitionniste. Si ce format novateur pose un défi organisationnel et logistique, il serait symbolique de l'ancrage du mouvement abolitionniste hors des zones habituelles de militance. Si cette piste n'aboutissait pas, le pays du Congrès mondial serait choisi afin de faciliter la venue du plus grand nombre et une participation politique de très haut niveau.

ECPM souhaite arrêter sa décision courant 2020 afin de donner rapidement le départ de sa campagne de mobilisation politique, associative et médiatique pour ce prochain cycle des Congrès.

LES RÉSEAUX QUE NOUS SOUTENONS

ECPM joue un rôle moteur auprès de la Coalition mondiale contre la peine de mort en tant que fondateur et membre du comité de pilotage, ainsi qu'auprès des coalitions nationales contre la peine de mort au Maghreb, en Afrique centrale, en Asie du Sud-Est, du réseau asiatique ADPAN et de la Coalition d'Afrique francophone.

ECPM soutient dans divers pays la création et le développement de réseaux professionnels de coopération auprès des parlementaires (Malaisie, RDC, Cameroun, Maroc, Tunisie, Liban) afin d'impulser des réformes législatives, et des avocats (Cameroun, RDC, Maroc) afin d'appuyer ses campagnes autour des conditions de détention.

Dans l'objectif d'ouvrir le dialogue avec des acteurs non conventionnels, ECPM a récemment soutenu ses partenaires marocains dans le lancement de réseaux de médecins et de journalistes contre la peine de mort afin respectivement d'améliorer le suivi des condamnés à mort et la sensibilisation des citoyens. ECPM a créé et soutient le Réseau international d'éducation à l'abolition composé de onze membres comme incubateur d'idées novatrices et vecteur de bonnes pratiques en matière d'éducation à l'abolition et de promotion d'une citoyenneté mondiale auprès des jeunes.



Conférence nationale sur la peine de mort, Yaoundé, Cameroun, 22 juin 2019. Au premier rang à droite, Nestor Toko, coordinateur de Droits et paix et membre de la Coalition camerounaise contre la peine de mort.

Parce que le combat abolitionniste suppose des victoires locales, ECPM soutient les acteurs dans des pays où existent des signes d'ouverture. ECPM renforce les capacités de plaidoyer de ses partenaires locaux et agit avec eux pour promouvoir l'abolition auprès des décideurs et des citoyens de leur pays.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

ECPM accompagne ses partenaires dans la documentation, le plaidoyer et la mobilisation des acteurs pour avancer par étape vers l'abolition en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

RENFORCEMENT DES SYNERGIES AU MAGHREB

L'action d'ECPM a permis de multiplier les synergies et le plaidoyer entre les acteurs maghrébins, donnant lieu à 2 interventions orales conjointes auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) et différents communiqués, dont un en marge du sommet des États de la Ligue arabe. Cette dynamique a abouti au lancement officiel du Réseau maghrébin, relayé par les médias de la région. Une carte interactive recensant les condamnés à mort du Maghreb a été produite et le site Tudert, consacré à la peine de mort en Afrique du Nord, régulièrement alimenté. Ces coopérations permettent d'enrichir le plaidoyer local et d'en renforcer sa portée dans les instances régionales.

PLAIDOYER POLITIQUE DE HAUT NIVEAU

Les actions menées par ECPM en 2019 ont sensibilisé plus de soixante parlementaires du Maghreb et du Liban. Au Maroc, le Réseau des parlementaires s'est réuni à plus de dix reprises et a organisé, en partenariat avec la société civile, un atelier et une table ronde régionale qui ont réuni une cinquantaine de parlementaires en présence du ministre de la Justice marocain. En Mauritanie, ECPM a pu directement plaider auprès du ministre de la Justice, du Haut-Commissaire aux droits de l'homme et du Président de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH).

Ce travail continu de plaidoyer a aussi permis d'assurer une présence politique importante de la région au Congrès de Bruxelles, dont deux ministres (Maroc et Tunisie), deux présidents d'INDH et 7 parlementaires. Il est un pilier essentiel du travail d'ECPM et de ses partenaires dans la région pour des avancées concrètes.

APPUI À LA SOCIÉTÉ CIVILE

ECPM et ses partenaires ont travaillé au renforcement des acteurs de la société civile, en appuyant notamment :

Au Maroc :

- L'organisation de l'AG de la Coalition marocaine qui, largement médiatisée, rassemblait une centaine de participants dont le ministre de la Justice, le délégué interministériel aux droits de l'homme, la présidente du CNDH, le directeur des affaires pénales, le président du Club des magistrats...
- Trois associations marocaines dans la mise en place de microprojets de sensibilisation pour la Journée mondiale pour plus de 700 personnes.

En Tunisie : une conférence nationale en présence notamment du président du Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de la représentante du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

Au Maroc et en Tunisie : la sensibilisation de 377 élèves.

En Mauritanie : la soumission d'un rapport et la participation à la session du Comité des droits de l'homme, la projection du film *Lindy Lou* à l'Institut français et l'animation d'une formation au plaidoyer pour les jeunes.

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE DÉTENTION DES CONDAMNÉS À MORT

ECPM et ses partenaires agissent pour sortir les condamnés à mort de l'isolement et améliorer leur condition de détention par des visites fréquentes des principales prisons.

Au Maroc, la Coalition marocaine a pu rencontrer 51 condamnés à mort dans les prisons de Tanger et Mouloud El Barki, aboutissant à la production par ECPM d'une carte interactive sur la situation des condamnés dans le pays. En aout, 31 condamnés à mort ont été graciés par le Roi, soit presque la moitié du nombre total recensé en 2018!

En Mauritanie, la mission d'enquêtes *Le Bagne au pays des sables* publiée en 2019 est un outil inédit d'information et de plaidoyer dans le pays.

AFRIQUE CENTRALE

L'année 2019 a une fois encore été une année riche en actions en Afrique centrale, en particulier au Cameroun et en RDC. La situation de la peine de mort et des conditions de détention a été mise en lumière à la suite des missions d'enquête menées auprès des condamnés à mort dans ces deux pays.

Le rapport *Condamnés à l'oubli, mission d'enquête dans le couloir de la mort du Cameroun*, présenté lors du 7^e Congrès mondial, a été lancé officiellement en juin 2019 dans les locaux de la Délégation de l'Union européenne de Yaoundé. Une conférence nationale portant sur ce rapport a suivi le lancement, réunissant la société civile abolitionniste et aboutissant à la formation de la Coalition camerounaise contre la peine de mort. L'AG de cette Coalition a eu lieu en octobre 2019 à l'occasion de la Journée mondiale contre la peine de mort. Outre la société civile, les parlementaires actifs sur la thématique se sont également réunis à la suite du lancement du rapport, et ont créé, sous l'impulsion de l'honorable Dissake Ekoka, le réseau des parlementaires camerounais contre la peine de mort.

En RDC, le rapport *Vers une mort en silence, conditions de détention des condamnés à mort*, lancé en décembre 2019 lors de la Journée internationale des droits de l'homme, est un rapport particulièrement important puisqu'il a mis en évidence des informations alors non connues dans le pays sur les conditions de détention des condamnés à mort. À la suite des élections de 2018, ce rapport a été un réel outil de plaidoyer auprès des nouveaux acteurs gouvernementaux et parlementaires. À l'instar des activités camerounaises, une conférence nationale avec la société civile a été organisée portant sur le rapport, et une table ronde parlementaire a eu lieu afin de redynamiser le réseau des parlementaires congolais contre la peine de mort. Une nouvelle présidente, l'honorable Christelle Vuanga, a été ainsi élue à la tête de ce réseau.

Enfin, le guide pratique pour les INDH lancé par ECPM a été présenté et a fait l'objet d'un premier atelier de travail avec la CNDH de RDC.

ASIE DU SUD-EST

ECPM a connu une année soutenue en activités en Malaisie et Indonésie. La tenue de missions d'enquête sur les conditions de détention des condamnés à mort a été une des activités principales dans ces deux pays. Elles ont mobilisé du temps et beaucoup d'efforts dans des pays où l'accès aux prisons et en particulier aux condamnés à mort est très difficile, et où les données sur la peine de mort ne sont en rien transparentes!



Réunion de parlementaires malaisiens sur le sujet de la peine de mort au Parlement de Malaisie, novembre 2019, Kuala Lumpur. Sur invitation du ministre de la Justice et en présence d'ECPM, de PGA, et d'ADPAN. © Parliamentarians for Global Action

Le rapport *Déshumanisés: conditions de détention des personnes condamnées à mort en Indonésie* a été lancé au cours d'une conférence de presse à Jakarta à l'occasion de la Journée mondiale contre la peine de mort. Il a ensuite été présenté dans diverses prisons du pays. Les administrations pénitentiaires ont accueilli positivement ce rapport qui leur permet d'appuyer leurs demandes auprès des autorités quant aux besoins dans les prisons. Une conférence nationale a suivi la conférence de presse. Les élections législatives ayant eu lieu en 2019 en Indonésie, ECPM et son partenaire *Parliamentarians for Global Action* (PGA) ont identifié de nouveaux parlementaires et mené des consultations à Jakarta sur l'abolition de la peine de mort et le processus de réforme de la justice pénale.

ECPM et le réseau asiatique ADPAN ont organisé de nombreuses activités en Malaisie en amont du lancement du rapport de mission d'enquête prévu en 2020, notamment une conférence nationale pour la société civile et un forum pour les jeunes. La situation en Malaisie, qui semblait prometteuse fin 2018, a perdu de son souffle avec plusieurs débats et retours en arrière. La discussion porte uniquement dorénavant sur la possibilité d'abolir la peine de mort obligatoire. Un comité spécial d'étude des peines alternatives à la peine de mort obligatoire a ainsi été créé par le ministre de la Justice afin de déposer un projet de loi dans les meilleurs délais. C'est dans ce cadre qu'ECPM, ADPAN et PGA ont été invités par le ministère de la Justice pour discuter de la question avec les parlementaires et certains membres du comité spécial. La sortie du rapport sur les conditions de détention des condamnés à mort permettra d'appuyer le plaidoyer de ce comité et des acteurs abolitionnistes malaisiens pour l'abolition de la peine de mort obligatoire, comme première étape à une abolition totale.



Le plaidoyer en faveur de l'abolition universelle est au cœur de l'action d'ECPM : diplomatie discrète, mobilisation des médias, production de rapports, promotion d'instruments internationaux, campagnes urgentes etc. Conçues en concertation avec ses partenaires experts, les campagnes de plaidoyer d'ECPM prennent des formats variés selon la cause et l'instance ciblée, dans un souci d'efficacité.

ENCOURAGER LES ÉTATS À AUGMENTER LEURS ENGAGEMENTS DANS LE CADRE DES INSTANCES INTERNATIONALES ET RÉGIONALES

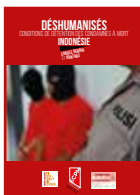
La peine de mort n'est pas à strictement parler interdite au regard du droit international mais plusieurs instruments et mécanismes en limitent l'usage. ECPM, en lien avec ses partenaires de terrain, agit au sein des différentes instances régionales et internationales pour rappeler les États à leurs engagements en vue d'une avancée, par étapes, vers l'abolition.

Au sein des **instances onusiennes**, ECPM a mené un plaidoyer alternatif dans le cadre du Conseil des droits de l'homme avec la soumission d'un rapport pour l'Examen périodique universel (EPU) de l'Iran, un suivi de l'EPU de la RDC, un soutien à la Résolution peine de mort et de nombreuses interventions orales. ECPM a aussi soumis un rapport pour la Mauritanie au sein du Comité des droits de l'homme.

Au sein des instances **régionales**, ECPM a renforcé sa présence et celle de ses partenaires à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), notamment en appuyant la production d'interventions orales conjointes aux acteurs abolitionnistes du Maghreb, comme au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie en tant que membre observateur.

ECPM mobilise aussi des acteurs abolitionnistes influents dans divers lieux de décisions pour renforcer le plaidoyer abolitionniste. En 2019, ECPM a coordonné le *Core Group* – groupe informel de douze États – afin d'obtenir une mobilisation politique de très haut niveau pour le 7^e Congrès mondial. ECPM a aussi innové dans son plaidoyer en s'adjoignant le soutien du Parlement européen et de certains de ses parlementaires pour le Congrès.

MISSIONS D'ENQUÊTE DANS LES COULOIRS DE LA MORT



Fidèle à une méthodologie qui a déjà fait ses preuves dans de nombreux pays et régions (États-Unis, Afrique centrale, Maghreb), ECPM et ses partenaires ont mené des enquêtes auprès des condamnés à mort de six pays: Cameroun, Indonésie, Liban, Malaisie, Mauritanie, RDC. Quatre d'entre elles ont déjà donné lieu à la publication de rapports qui s'inscrivent dans le cadre de la collection « Missions d'enquête judiciaire dans les couloirs de la mort ». En plus de constituer une ressource inédite sur la situation de la peine de mort dans ces pays, ils permettent d'offrir aux décideurs politiques un ensemble d'éléments de réflexion sur le sujet, et en particulier sur les conditions de détention, en vue d'établir un véritable dialogue avec les autorités locales et de frayer un chemin vers l'abolition. En fonction des différents contextes locaux, les principaux résultats et recommandations ont été présentés aux autorités, aux parlementaires et aux diplomates engagées sur la thématique. En RDC et en Indonésie, des présentations ont également été organisées dans les prisons concernées.

UN GUIDE PRATIQUE POUR LES INDH



ECPM souhaite que l'abolition de la peine de mort devienne une priorité pour les institutions nationales des droits de l'homme (INDH) à travers le monde, au même titre que la lutte contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Afin de les inciter à se saisir de la question, ECPM a publié un guide pratique qui leur est destiné, fruit d'une collaboration avec ses partenaires INDH notamment celles de RDC, du Cameroun, du Maroc, d'Indonésie et avec l'implication de l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'homme. Novateur et ludique, ce guide documenté est voué à partager les bonnes pratiques mises en œuvre localement par certaines INDH, afin de renforcer les capacités du plus grand nombre pour soutenir leurs actions sur la peine de mort et faire, ensemble, un pas de plus vers l'abolition.

Cette activité a d'ores et déjà permis l'élaboration d'une feuille de route en faveur de l'abolition pour l'INDH de RDC.

AGIR POUR PLUS DE TRANSPARENCE EN IRAN



Depuis 2012, Iran Human Rights et ECPM publient des rapports annuels sur la peine de mort en Iran. Ce travail de fond permet de faire remonter les informations du terrain, de récolter les chiffres les plus fiables contrecarrant les chiffres officiels et de diffuser ces informations dans tous les lieux stratégiques pour un plaidoyer international. En 2019, pour la première fois, le rapport a été préfacé par Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix. Il a été publié en marge du Congrès mondial de Bruxelles et présenté à la presse ainsi que lors d'une conférence qui a vu l'intervention du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, retransmise en direct par Iran International TV. En amont de l'Examen périodique universel de l'Iran, ECPM a coordonné la soumission d'un rapport alternatif conjoint et cosigné deux rapports alternatifs conjoints coordonnés par Impact Iran. Enfin, ECPM a sponsorisé ou organisé deux *side events* à l'ONU en mars et septembre.

LA CAMPAGNE SUR LES DJIHADISTES FRANÇAIS EN IRAK



Il est des sujets difficiles. Parfois, il faut savoir être là où les autres ne sont pas. Portée par les valeurs universelles de l'abolition et un devoir de justice, ECPM a lancé en 2019 une campagne exprimant sa ferme opposition aux condamnations à mort de Français et d'Européens en Irak.

Notre rôle ne sera jamais de défendre ces Français partis, souvent en famille, faire le djihad en Syrie, au Kurdistan ou en Irak mais de rappeler les principes de l'abolition et défendre ses valeurs en tous lieux, en toutes circonstances et pour tous. C'est cela l'universalité de notre combat.

En collaboration avec le Collectif des familles unies, Human Rights Watch, les avocats et bien d'autres, ECPM a eu un rôle central dans le plaidoyer national, européen et onusien (au Conseil des droits de l'homme ou auprès des Rapporteurs spéciaux) interpellant les autorités nationales et internationales sur le sujet.

Nous avons également appuyé le travail collectif d'acteurs jusqu'alors fortement isolés, en organisant au barreau de Paris un premier colloque réunissant les avocats et associations travaillant sur le sujet, en présence d'Agnès Callamard, Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires de l'ONU, et de Jean-Marie Delarue, président de la CNCDH, marquant ainsi le départ d'une mobilisation concertée. Nous avons informé les médias et sensibilisé les citoyens par des

conférences de presse, des tribunes d'opinion et par la production de l'outil *10 questions pour mieux comprendre la situation des citoyens français condamnés à mort en Irak*. Enfin, nous avons aidé le Collectif des familles unies à sortir de son isolement et à faire entendre sa voix.

LA PEINE DE MORT EST HOMOPHOBES

ECPM a diversifié ses actions pour dénoncer les 12 pays qui condamnent à mort les LGBT+, en vue de mettre fin à ces pratiques.

Lors du **7^e Congrès mondial**, ECPM a co-organisé une table ronde sur la question. Les intervenants ont rappelé que les textes internationaux limitent l'usage de la peine de mort aux crimes les plus graves, ce qui exclut de fait l'orientation et l'identité sexuelle des personnes. De plus, il est ressorti que des travaux seraient nécessaires pour documenter la condamnation et les conditions de détention des condamnés à mort LGBT+, aucune information fiable n'existant.

ECPM a, comme tous les ans, participé à la **Marche des fiertés** de Paris mais sous un partenariat inédit avec le barreau de Paris, le Conseil national des barreaux et l'Association française des avocats LGBT+. Notre char décoré de panneaux présentant les pays condamnant à mort les LGBT+ a été plébiscité.

Enfin, ECPM a pu participer à la 20^e édition du **Printemps des Assocs**, le plus grand salon LGBT+ de France avec plus de 100 associations, et y sensibiliser les quelques 7000 visiteurs.

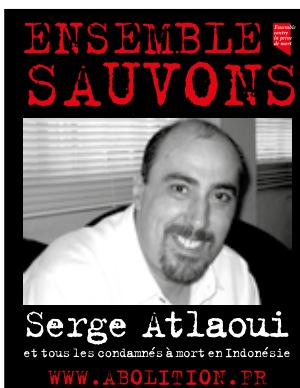


RÉPONDRE À L'URGENCE D'UNE CONDAMNATION À MORT ET SOUTENIR LES DÉFENSEURS DE L'ABOLITION

ECPM vient en aide aux condamnés à mort et défenseurs de l'abolition qui la saisissent et pour lesquels elle évalue que son mode d'assistance peut être utile. Les conditions d'interventions s'adaptent au dossier: mobilisation internationale, assistance juridique, appui diplomatique...



ECPM a multiplié les actions au niveau local, régional et international en faveur du blogueur mauritanien **Mohamed M'Kheitar**, condamné à mort pour apostasie en 2014. Cet appui a culminé avec sa libération en juillet et son transfert et installation en Europe avec l'appui d'ECPM.



ECPM est particulièrement impliquée dans le soutien à **Serge Atlaoui**, Français condamné à mort en Indonésie. Le président et le directeur d'ECPM ont accompagné son épouse, Sabine Atlaoui, dans la prison où il est détenu depuis 2005. Ils ont pu témoigner des conditions extrêmement précaires de Serge. Ce fut aussi l'occasion de rencontrer la diplomatie française pour s'entretenir sur l'assistance consulaire apportée à Serge.

Restons mobilisés: [Facebook.com/pages/category/Cause/Sauvez-Serge-Atlaoui-du-Peloton-dExecution](https://www.facebook.com/pages/category/Cause/Sauvez-Serge-Atlaoui-du-Peloton-dExecution) & [Facebook.com/sabine.atlaoui](https://www.facebook.com/sabine.atlaoui)



ECPM soutient **Hank Skinner**, condamné à mort au Texas en 1995 pour un crime qu'il n'a pas commis, en promouvant la campagne **#Justice4Hank** sur les réseaux sociaux et lors des événements militants tels que la Fête de l'Humanité, en collaboration étroite avec son épouse Sandrine Ageorges-Skinner.

Aidons Hank!: justice4hank.org/fr



Chaque année, ECPM met en œuvre un programme pédagogique complet afin de susciter l'engagement citoyen des jeunes sur les thématiques liées à l'application de la peine de mort et d'outiller les équipes pédagogiques dans leurs démarches.

ÉDUQUER LES CITOYENS AUX DROITS DE L'HOMME ET À L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT

À LA RENCONTRE DE LA JEUNESSE FRANÇAISE

Afin d'initier les jeunes à la solidarité internationale et les préparer à exercer une citoyenneté active, ECPM avec l'agrément de l'Éducation nationale, poursuit son action éducative dans les collèges et lycées des zones moins favorisées. Près de 700 jeunes Français ont été sensibilisés à l'abolition en 2019 et ECPM a développé son offre d'intervention auprès des jeunes dépendant de la Protection judiciaire de la jeunesse.

La thématique peut être abordée sous différents angles en fonction des disciplines scolaires. Ces interventions permettent aux jeunes de cerner les enjeux d'un système pénal pacifié et aux éducateurs d'élargir cette étude à d'autres notions fondamentales: justice, discrimination, torture, réinsertion etc... Elles sont aussi l'occasion de rencontrer un témoin. Cette année, Pete Ouko, ancien condamné à mort kényan et Sandrine Ageorges-Skinner, femme du condamné à mort Hank Skinner, ont témoigné avec émotion de leur histoire personnelle, illustrant ainsi les nombreuses problématiques liées à la peine de mort.

Afin de célébrer l'année de la bande dessinée, ECPM a aussi proposé aux jeunes Français et Monégasques de participer au concours « Cas.e de conscience ». Fruit d'un partenariat avec Marty Planchais, auteur du Petit bourreau de Montfleury, ce concours a permis à une centaine de jeunes de porter le message abolitionniste à travers l'art de la bande dessinée.

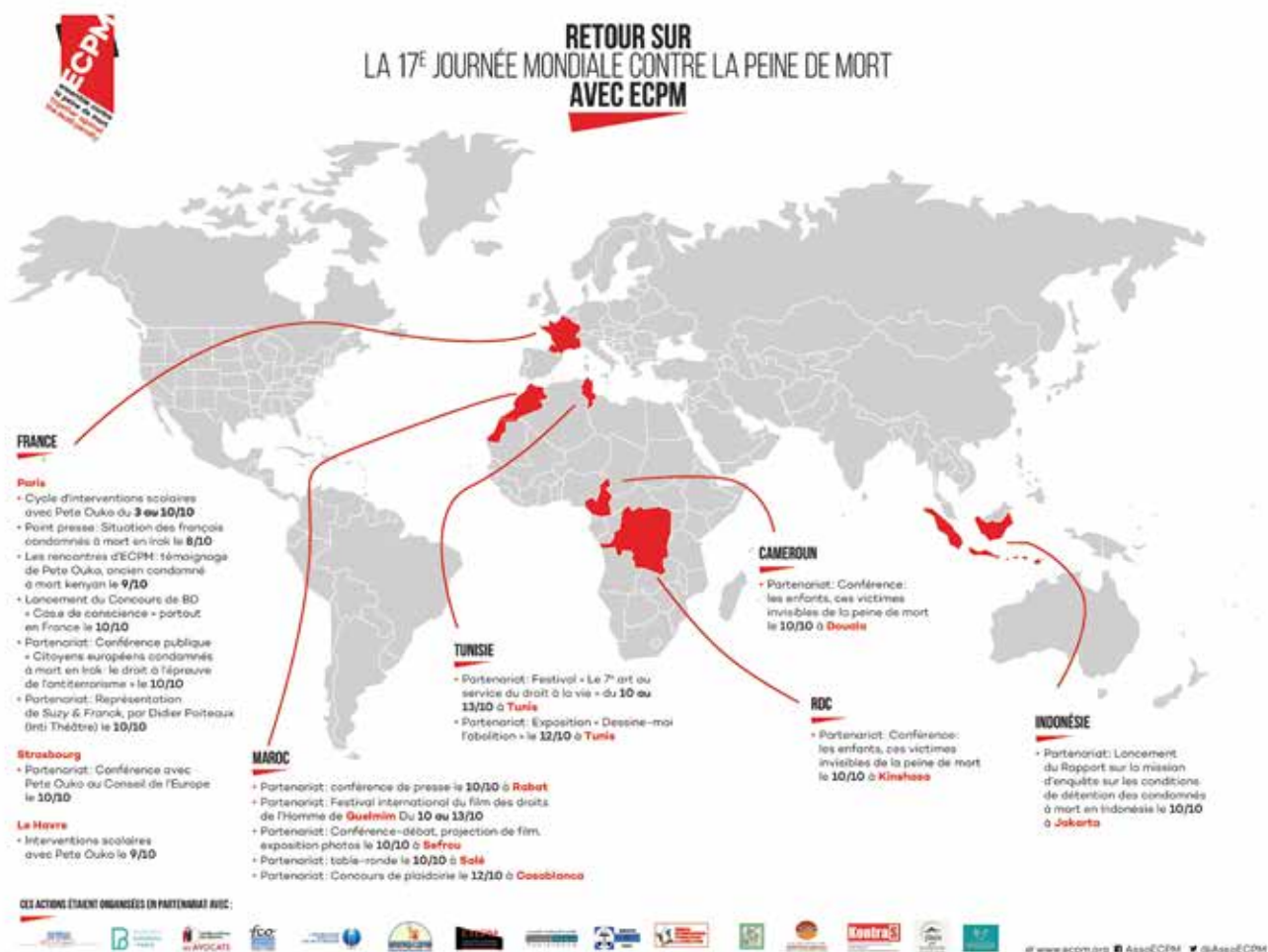
Pour prolonger cette mobilisation, ECPM crée et diffuse des outils pédagogiques adaptés: modules de cours, supports d'interventions interactifs, fiches pédagogiques, etc.

ÉDUCER HORS DE NOS FRONTIÈRES

Dans le cadre du Réseau international d'éducation à l'abolition, plusieurs activités ont été menées, tant à destination de publics scolaires que l'ensemble de la population. Plus de 350 lycéens ont ainsi été sensibilisés au Maroc et en Tunisie. Ces interventions permettent aux équipes d'améliorer le déroulé et les outils utilisés. Quatre cents jeunes du Maroc, de RDC et de Tunisie ont également été sensibilisés lors d'actions grand public à l'occasion de dates clefs du calendrier abolitionniste.

JOURNÉE MONDIALE

Dans le cadre de la 17^e Journée mondiale contre la peine de mort, ECPM et ses partenaires ont organisé des événements aux quatre coins du monde pour militer ensemble pour l'abolition universelle. Et le bilan se veut réjouissant ! Pas moins de 3500 personnes touchées, la sortie d'une mission d'enquête en Indonésie, la création d'une Coalition camerounaise contre la peine de mort (Cocapem), des engagements pris par le ministre de la Justice de la RDC pour progresser vers l'abolition... La carte ci-dessous présente le bilan positif de cette Journée mondiale.



VENEZ MILITER AVEC NOUS

L'animation de la vie militante est plus que jamais au cœur des préoccupations de l'association. C'est pourquoi, cette année, ECPM a organisé plusieurs « apéros bénévoles » afin de créer des moments de rencontre et d'échanges entre les militants impliqués dans l'association. Un des temps forts de cette vie associative s'est déroulé lors de la Fête de *l'Humanité*. Pour l'occasion, plusieurs activités avaient été pensées: la réalisation d'une toile collective, un jeu de rôle multi-joueurs, une exposition de planches de BD « Des bulles pour l'abolition » et une séance de dédicace de Geneviève Donadini, jurée au procès Ranucci. Pour l'animation du stand, nous avons pu compter sur l'appui d'une quinzaine de bénévoles afin de porter le message abolitionniste auprès des festivaliers venus prendre de la documentation et s'inscrire à notre *newsletter*.

Enfin, 2019 aura vu la tenue de la première « formation de formateurs » destinée à familiariser nos futurs intervenants en milieu scolaire à notre méthodologie.

« RENCONTRE AVEC PETE OUKO »

À l'occasion de la 17^e Journée mondiale contre la peine de mort, Pete Ouko est venu témoigner de ses 18 années passées dans les couloirs de la mort kenyans. Il est intervenu dans huit établissements scolaires d'Île de France et du Havre et a livré aux jeunes un véritable message d'espoir, les invitant à s'engager dans la vie citoyenne pour faire disparaître les injustices et changer le monde. Pete a également témoigné de son expérience auprès des partenaires et amis d'ECPM à l'occasion d'une « soirée rencontre » en son honneur.



Pete Ouko témoignant auprès des élèves du lycée Saint-Benoist de l'Europe de Bagnole (93)



LA PROMOTION D'ECPM ET DE SES ACTIONS



LIVRET DU CONGRESSISTE 7^E CONGRÈS MONDIAL CONTRE LA PEINE DE MORT

ECPM a distribué ce livret à tous les congressistes lors de leur arrivée à Bruxelles, afin qu'ils puissent y trouver les repères nécessaires pour s'orienter et tirer le meilleur parti de l'événement.



ACTES 7^E CONGRÈS MONDIAL CONTRE LA PEINE DE MORT

Six mois après le 7^e Congrès mondial, les Actes ont été lancés officiellement aux Nations unies à Genève et à New-York, puis présentés à Banjul, en Gambie, à l'occasion de la 65^e session de la CADHP. Documenté et illustré, l'ouvrage rend compte des riches débats tenus lors du Congrès et revient sur les nouvelles dynamiques associatives et politiques impulsées dans ce cadre.



FOCUS SUR LA CAMPAGNE « LA PEINE DE MORT EST HOMOPHOB »

La campagne « La peine de mort est homophobe » touche un large public lors de la Marche des fiertés de Paris, à laquelle participe ECPM avec son char coloré. Les t-shirts conçus pour l'occasion ont été distribués aux nombreux bénévoles venus porter main-forte. Autre nouveauté cette année: douze cartes postales représentant les pays condamnant à mort l'homosexualité ont été distribuées; au verso, des jeux éducatifs.



LA COMMUNICATION AU SERVICE DU PLAIDOYER

ENQUÊTES DANS LES COULOIRS DE LA MORT



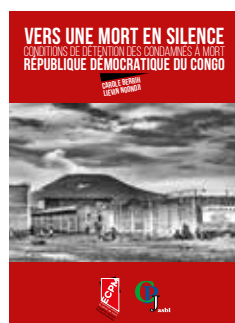
Avec quatre nouvelles publications, la collection « Missions d'enquête dans les couloirs de la mort » se développe et prend une réelle identité iconographique. Outre l'homogénéisation de sa maquette, un travail avec des illustrateurs engagés a été mis en place. Pour le Cameroun, la Mauritanie et la RDC, des illustrations sobres (signées Jeanne Hirschberger) appuient l'idée de solitude et d'isolement. En Indonésie, ce sont les œuvres d'un condamné à mort exécuté en 2015 (Myuran Sukumaran) qui renforcent le message abolitionniste.



CONDAMNÉS À L'OUBLI CAMEROUN

Au moins 330 condamnés à mort recensés dont plus d'une centaine pour des infractions liées au terrorisme

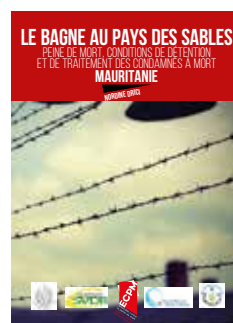
En partenariat avec Droits et paix, RACOPEM et Synergie coopération.



VERS UNE MORT EN SILENCE RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Au moins 510 condamnés à mort recensés, soit deux fois plus que les dernières estimations de la société civile. Parmi eux, au moins 50 % sont incarcérés dans la prison d'Angenga, située dans une zone très reculée.

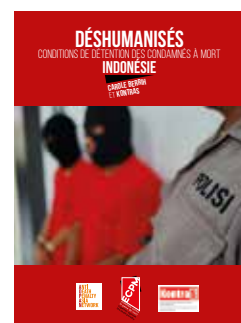
En partenariat avec la CPJ et Synergie coopération.



LE BAGNE AU PAYS DES SABLES MAURITANIE

85 % des condamnés à mort sont incarcérés dans la prison de Bir Mogreïn, située dans le nord du Pays à plus de 1000 km de la capitale, et ne reçoivent aucune visite ni de la famille ni des avocats.

En partenariat avec l'AMDH, le CSVVDH, Rafah et Planète réfugiés droits de l'homme.



DÉSHUMANISÉS INDONÉSIE

Entre 236 et 308 condamnés à mort recensés. Plus de 70 % des condamnations à mort depuis 2015 concernent le trafic de drogue.

En partenariat avec ADPAN, KontraS et Synergie coopération.

L'IMPLICATION DE LA PRESSE



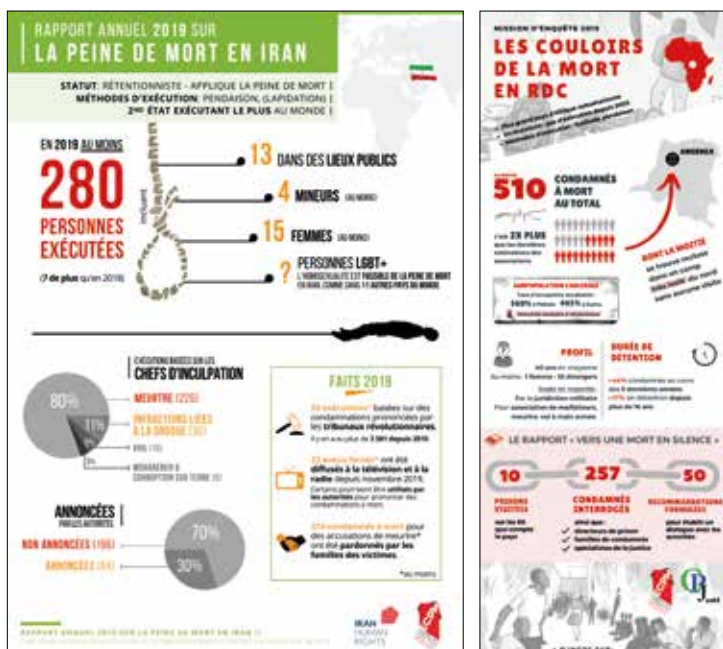
Afin de dénoncer les exécutions en Arabie saoudite, une tribune signée ECPM investit les colonnes du *Monde numérique* en mai 2019.

La conférence de presse sur la situation des citoyens français condamnés à mort en Irak, organisée en juillet 2019 par ECPM et le Collectif familles unies, a permis d'apporter des clarifications essentielles autour de la problématique de la tenue de procès équitables en Irak et de la question de la peine de mort pour les djihadistes français.

Le témoignage de Pete Ouko à l'occasion de la Journée mondiale contre la peine de mort a permis de sensibiliser le grand public en étant largement relayé dans la presse (Arte, France Info, *Le Monde*...).

TRAVAIL INFOGRAPHIQUE

En parallèle, des infographies permettent de visualiser les grands enjeux des rapports d'ECPM, comme pour l'Iran ou la RDC.



LA PRÉSENCE WEB AUTOUR DU 7^E CONGRÈS

Davantage de visites sur www.ecpm.org (jusqu'à 5 000 visiteurs par jour pendant la période du Congrès soit le double de sa fréquentation habituelle), d'abonnés à nos réseaux sociaux et d'inscrits à notre newsletter! ECPM développe sa popularité sur le Web, sous l'impulsion de la communication liée au 7^e Congrès mondial.

Outre un site spécialement créé pour l'événement, ECPM a renforcé son activité multimédia en produisant notamment davantage de vidéos (interviews, captations d'événements) et en publiant du contenu à une fréquence plus soutenue sur ses canaux Web (sites Web, Facebook, Twitter, LinkedIn, Youtube).



L'équipe d'ECPM, salariés et administrateurs, lors du séminaire stratégique annuel

UNE ASSOCIATION AU SERVICE DE L'ABOLITION ET DES DROITS DE L'HOMME

LES VALEURS FONDATRICES

L'association a pour **objet** d'organiser et de soutenir toute action qui permette de lutter contre la peine de mort dans le monde et de promouvoir son abolition universelle. La **vision** d'ECPM est celle d'un monde qui, ensemble, dit: « Non à la peine de mort ! ». La **mission** d'ECPM est de rassembler, fédérer, renforcer pour aboutir, ensemble, à l'abolition universelle de la peine de mort. ECPM considère que, dans les pays rétentionnistes comme abolitionnistes, la mission de sensibilisation et d'éducation du plus grand nombre à l'abolition est au cœur de son action. Les **valeurs** d'ECPM sont de travailler, ensemble, au service de l'humain et pour une action audacieuse vers l'abolition universelle.

ECPM À LA PRÉSIDENTE DE LA PLATEFORME FRANÇAISE DES DROITS DE L'HOMME

Le directeur général d'ECPM assure la présidence de la Plateforme française des droits de l'homme (PDH) depuis 2018, en lien avec le rôle fondateur d'ECPM au sein du collectif et notre volonté d'être moteur pour son développement.

La PDH est un collectif de 21 associations françaises agissant à l'international pour la promotion et la défense des droits de l'homme. Sa création est issue du constat qu'il n'existait pas, en France, de réseau offrant un espace permanent d'échanges et de collaboration entre les ONG françaises engagées sur ces enjeux au niveau international. Elle permet aux organisations membres d'accroître leur visibilité et leur représentation, et soutient leur mise en lien et leur renforcement mutuel.

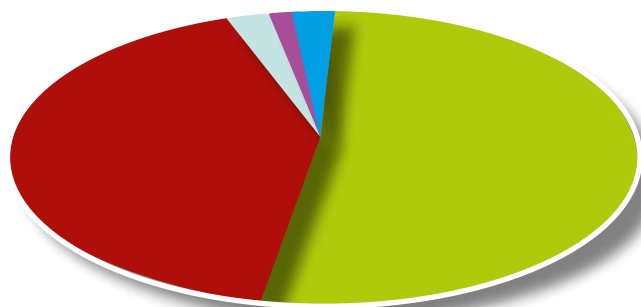
RÉSEAUX INSTITUTIONNELS DONT ECPM EST MEMBRE

ECPM est membre fondateur de la Coalition mondiale contre la peine de mort ainsi que de la Plateforme française des ONG de droits de l'homme, membre d'Impact Iran (réseau de plaidoyer pour les droits de l'homme en Iran) et d'Anna Lindh. ECPM est active auprès des collectifs représentant les associations, en France via Coordination SUD, et en Europe via le réseau de soutien aux associations des droits de l'homme HRDN.

ASSEoir L'ORGANISATION, LE FONCTIONNEMENT ET LA GESTION DE L'ASSOCIATION

ECPM s'attache à avoir une gestion financière saine et efficace, en accord avec les règles les plus strictes édictées par ses bailleurs et les pouvoirs publics. Pour cela, le cabinet comptable Doucet & Beth est en charge de l'arrêté des comptes de l'association. Il réalise aussi certains audits demandés par les bailleurs, tout comme le cabinet Donnadiou & Associés. Leur expertise est complétée par la certification des comptes réalisée par le cabinet KPMG qui vérifie la bonne utilisation des fonds, en conformité avec les missions de l'association.

En 2019, l'emploi des ressources reflète les différentes actions menées par ECPM. De fait, l'organisation du 7^e Congrès mondial à Bruxelles, ainsi que les projets de renforcement des acteurs locaux et d'éducation sont les principaux postes d'utilisation des ressources. ECPM utilise seulement 6 % de ses ressources pour ses charges fixes de bureau. ECPM reste majoritairement financée par des subventions d'origine publique provenant essentiellement d'États abolitionnistes et d'institutions européennes et francophones. La pérennisation des subventions versées par les gouvernements européens et le renforcement du soutien des organisations intergouvernementales ont permis de consolider les projets, comme la structure d'ECPM.



■	ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES • 51 %
■	GOVERNEMENTS ABOLITIONNISTES (HORS FRANCE) • 44 %
■	DONS/ADHÉSIONS • 2 %
■	DIVERS • 1 %
■	FRANCE • 2 %

Depuis 2010 l'association développe et alimente un fonds associatif visant à provisionner un semestre de fonctionnement afin de pérenniser la continuité de ses activités. De fait, sur résolution du conseil d'administration, le bénéfice net annuel de l'association est systématiquement affecté à ce fonds associatif.

De nouveaux locaux!

ECPM a quitté les locaux qu'elle occupait à Montreuil pour investir le 62 bis avenue Parmentier, au cœur de la capitale!

Plus spacieux afin de répondre à l'accroissement des équipes, ces locaux partagés avec deux associations, Oxfam-France et Bloom, permettent de rationaliser les coûts et de créer une dynamique inter-associative. Inaugurés en septembre, ils ont permis d'améliorer significativement la qualité de travail pour nos équipes.

Leur emplacement est aussi stratégique. Il permet d'être mieux connecté avec les institutions comme de soutenir des demandes d'événements de nos partenaires, ce qui nous était jusqu'alors impossible: tenue de l'AG de la PDH, séminaire sur le Bahreïn par Americans for Democracy & Human Rights in Barhain, réunion sur le mouvement démocratique à Hong-Kong en lien avec Solidarité chine, conférence ouverte sur la situation des LGBT+ en Russie par Irex Europe et EU-Russia Civil Society Forum.



CHANGEMENTS DANS LA GOUVERNANCE

Le système de gouvernance d'ECPM est celui d'une association française professionnelle, composée d'adhérents, de bénévoles et de salariés, et gouvernée par une assemblée générale annuelle, un conseil d'administration trimestriel et des réunions de bureau mensuelles. En 2019, ECPM a renouvelé son bureau, apportant de nouvelles énergies et compétences pour faire progresser l'association, dans la lignée de ce qui a été accompli par ses fondateurs et membres historiques. Enfin, ECPM se réjouit de pouvoir entreprendre un dialogue social incluant une nouvelle partie prenante: le Comité social et économique de l'entreprise (CSE) récemment élu!

Conseil d'administration

- Alain MORVAN, président (journaliste)
- Florence LEROUX, secrétaire générale (avocate)
- Sandrine AGEORGES-SKINNER, trésorière (directrice de production)
- Olivier DECHAUD, fondateur, personne ressource au bureau (graphiste maquettiste)
- Véronique MARY, personne ressource au bureau (neuropharmacologue)
- Emmanuel MAISTRE, personne ressource au bureau (Responsable éditorial dans le domaine associatif)
- Emmanuel OUDAR, personne ressource au bureau (chef d'entreprise)
- Claude GUILLAUMAUD-PUJOL (universitaire-retraîtée)
- Aminata NIAKATE (avocate)
- Fabrice PIETRE-CAMBACEDES (ingénieur)
- Daniel VERGER (cadre associatif)

Équipe salariée ECPM

- Raphaël CHENUIL-HAZAN, directeur général
- Ariane GRÉSILLON, directrice adjointe
- Nicolas PERRON, directeur des programmes
- Nadège POULAIN, directrice financière
- Laure BOUKABZA, responsable programme Éducation
- Julia BOURBON-FERNANDEZ, coordinatrice MONA
- Marie-Lina SAMUEL, coordinatrice Afrique et Asie
- Adèle MARTIGNON, chargée de communication
- Mathilde MILLIER, chargée de projet
- Lilian MOREIRA, chargée de mobilisation politique et financière
- Solène PALOMA, chargée de programme Éducation
- Julie ROUVIÈRE, chargée administrative et financière



Le bureau nouvellement élu de l'association, de gauche à droite : Florence Leroux - secrétaire générale, Alain Morvan - président, Sandrine Ageorges-Skinner - trésorière.

En 2019, Michaël Luzé a assisté ECPM dans ses relations presse.

CSE: titulaire Marie-Lina SAMUEL, suppléante Julie ROUVIERE

ECPM remercie toute l'équipe ayant contribué à la mise en œuvre de ses activités en 2019, notamment: Seynabou Benga, Louise de Brisson, François Bourdil, Jeanne Hirschberger, Ramla Liatouji, Isaure Quillien et Kim, Bérangère Portalier ainsi que Bruno et Marie D., Gaspard, Loussine, Maëlle, Marie G., Mathilde M. et Mathilde H., Alix, Kezia, Melissa... ses stagiaires, jeunes en service civique et bénévoles relais.

WORLD CONGRESS AGAINST THE DEATH PENALTY FEBRUARY - 1ST MARCH 2019 - BRUSSELS



ORGANISED BY



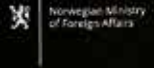
IN PARTNERSHIP WITH



SPONSORED BY



Co-funded by the European Union



ABOLITION
NOW

ecpm.org

NOS PARTENAIRES FINANCIERS

avec l'aide financière de l'Union Européenne



ROYAUME DE BELGIQUE
Service public fédéral
Affaires étrangères,
Commerce extérieur et
Coopération au Développement



Norwegian Ministry
of Foreign Affairs



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Federal Department of Foreign Affairs FDA



Australian Government



An Roinn Gnóthaí
Eachtarra agus Trídála
Department of
Foreign Affairs and Trade



Canada



Ministry of Foreign Affairs



Flanders
State of the Art



Gouvernement Princier
PRINCIPAUTÉ DE MONACO



NOS PARTENAIRES



NOS RÉSEAUX



« Œil pour œil
et le monde deviendra
aveugle »

Gandhi

 www.ecpm.org

 AssoECPM

 @AssoECPM



62 bis, avenue Parmentier
75011 Paris
France

Tél.: +33 1 57 63 03 57
Fax: +33 1 80 87 70 46
Email: ecpm@ecpm.org